

# BAROMETRE INTERNATIONAL DES AFFAIRES

Novembre 2020



La crise sanitaire et ses conséquences auront un impact inédit sur l'activité économique mondiale, sur le commerce international, sur l'organisation des entreprises, voire même sur les comportements des consommateurs. **Tous les pays ne subiront pas ces changements avec la même intensité, ni au même rythme.**

Pour assurer des remontées d'informations pertinentes du terrain, les Conseillers du Commerce Extérieur de la France et CCI France International ont réalisé conjointement entre le 8 septembre et le 8 octobre ce Baromètre International des Affaires. Afin de réaliser un panorama complet de l'activité économique mondiale, deux baromètres complémentaires suivront en 2021.

Cette première édition se base sur un recueil de réponses émanant de plus de 2040 établissements localisés dans **plus de 120 pays**. 64 % des répondants sont Conseillers du Commerce Extérieur de la France et 59 % sont membres du réseau CCI France International.

Cette enquête a permis d'évaluer **l'impact de la crise sur l'emploi, les investissements et d'en mesurer les conséquences sur l'activité des entreprises**. Elle permet également d'estimer un horizon de reprise. Elle offre aussi un regard précieux sur le ressenti des entrepreneurs selon leur pays d'implantation, leur zone géographique. Ce baromètre est, par ailleurs, un moyen de mesurer la perception de la France auprès de ses ressortissants mais également des entreprises étrangères.

Les résultats de ce premier baromètre permettent de souligner :

- **Une prise en main salubre des gouvernements face à l'arrêt brutal de l'activité** pour une grande partie des entreprises, partout dans le monde : les mesures de soutien mises en œuvre ont permis de sauvegarder les emplois et d'aider les entreprises à maintenir leur activité.
- **Une forte inquiétude quant à l'avenir du commerce mondial face à l'évolution incertaine de la crise sanitaire, exprimée par la plupart des entreprises**. Cela explique en grande partie les perceptions défavorables vis-à-vis de l'environnement des affaires à l'échelle de leur pays, de leur zone géographique ou du monde.

La crainte des répondants sur les risques de rétractions des marchés, de la baisse de pouvoir d'achat et des changements de comportements des consommateurs, nous invitent à suivre avec attention l'évolution du commerce international dans les prochains mois.



ALAIN BENTÉJAC  
PRÉSIDENT

CONSEILLERS DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE



RENAUD BENTÉGEAT  
PRÉSIDENT

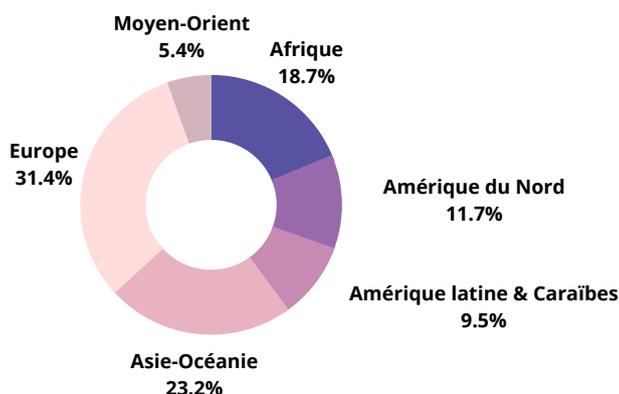
CCI FRANCE INTERNATIONAL

# PRÉSENTATION DE L'ÉCHANTILLON GLOBAL

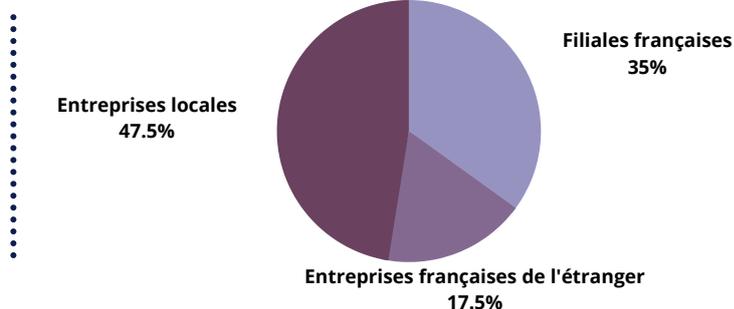


Plus de 2000 entreprises à travers le monde ont répondu à cette enquête avec une forte mobilisation des zones Asie et Europe.

## RÉPARTITION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



## PROFILS DES ENTREPRISES

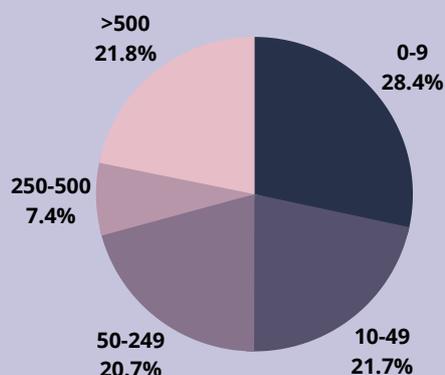


## LES SECTEURS LES PLUS REPRÉSENTÉS SERVICES & INDUSTRIES

37 % de l'échantillon regroupent des entreprises spécialisées dans les **métiers de services**, incluant la restauration, l'immobilier, le transport et les services de santé.

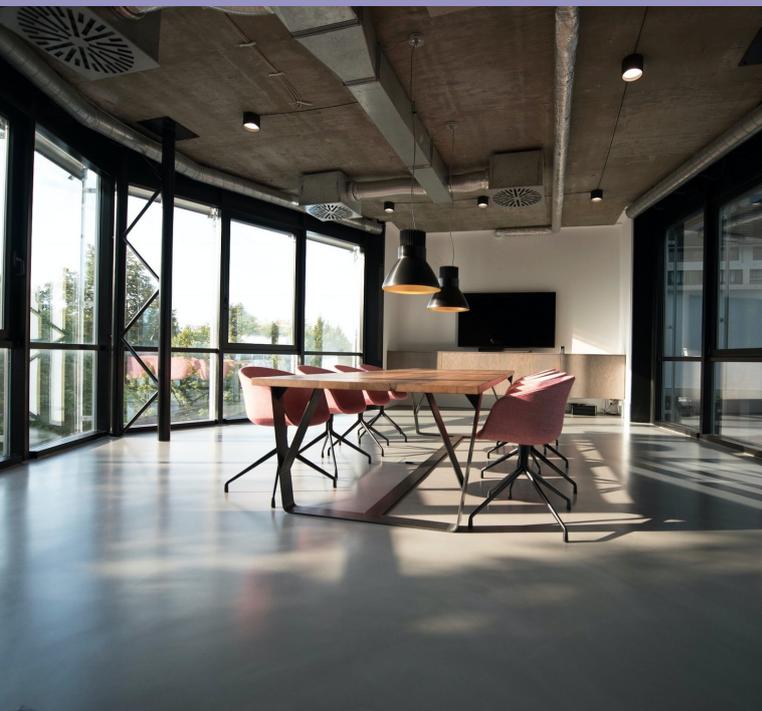
26 % des entreprises sont issues des **industries manufacturières**, suivent le commerce et la distribution avec 9 %, l'information et la communication avec 5,4 % et les métiers de la construction avec 4,4 %.

## RÉPARTITION PAR EFFECTIFS FORTE PARTICIPATION DES PME



# DES RÉSULTATS PRÉVISIONNELS FORTEMENT IMPACTÉS PAR LA CRISE

## Contraction du CA pour une large majorité



**55 %** des répondants anticipent une **contraction de leur CA** sur les prochains mois et estiment *a minima* une chute de **10 à 20 % de leurs résultats**.

Les entreprises issues des services (37,5 %), des industries manufacturières (29 %) et du commerce (10,24 %) sont les plus impactées par la crise économique et affichent les baisses de CA les plus importantes.

Malgré les difficultés conjoncturelles vécues par une large majorité, **45 %** de l'échantillon envisagent le **maintien** (pour 21 %), voire l'**augmentation** (pour 24 %) **de leur chiffre d'affaires en 2020-2021**.

Les **filiales françaises** sortent leur épingle du jeu et **résistent mieux** au ralentissement brutal de l'économie, alors que les **entreprises françaises de l'étranger** semblent bien **plus vulnérables**. Les entreprises prévoyant une évolution positive de leur CA sont principalement issues des secteurs de la **finance-assurance** et de la **construction**.

- DE 20 %  
DE L'ÉCHANTILLON  
RÉALISENT UN CA  
> À 100M€

50%  
DE L'ÉCHANTILLON  
RÉALISENT UN CA DE  
< À 5M€

## PRESQUE TOUS LES CONTINENTS AFFICHENT DES TENDANCES SIMILAIRES

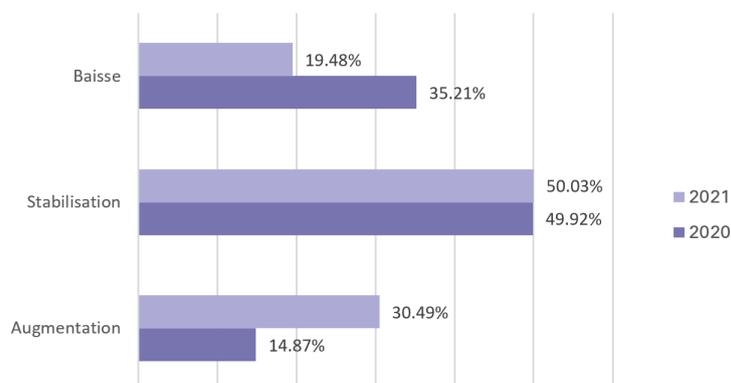
Les évolutions prévisionnelles sont concomitantes sur toutes les zones géographiques, à l'exception des entreprises installées dans les pays du **Moyen-Orient**, bien plus inquiètes quant à leur avenir.

# DES RÉSULTATS PRÉVISIONNELS FORTEMENT IMPACTÉS PAR LA CRISE

## Emploi & Investissements

### IMPACT SUR L'EMPLOI

Bien qu'une large majorité des entreprises interrogées soit fortement secouée par la crise économique, la plupart d'entre elles projettent de **conserver leurs effectifs en 2020 et 2021**. Les dispositifs de soutien, et en particulier ceux liés au chômage partiel mis en place par de nombreux Etats, expliquent sans aucun doute ce maintien.



### TENDANCES DIFFÉRENCIÉES

- La **baisse** la plus forte des effectifs est annoncée par les entreprises du **Moyen-Orient**.
- Les entreprises originaires d'**Amérique du Nord** sont particulièrement **confiantes** quant à la reprise de leurs effectifs en 2021.
- Les entreprises **européennes** se montrent **optimistes, mais prudentes**.

Si un tiers des répondants envisagent de réduire leurs effectifs en 2020, cette tendance se résorbe pour 2021 démontrant ainsi un certain **espoir de retour à la normale** pour les opérateurs économiques.

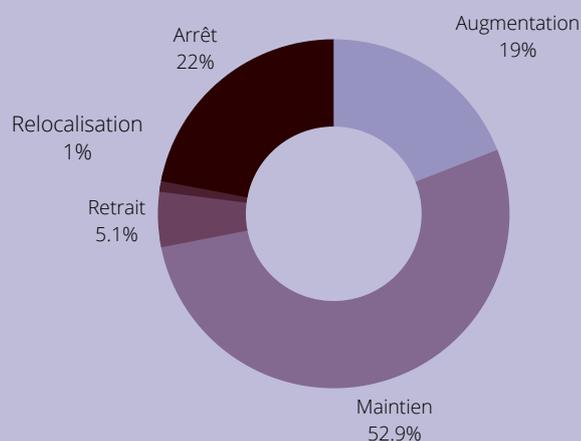
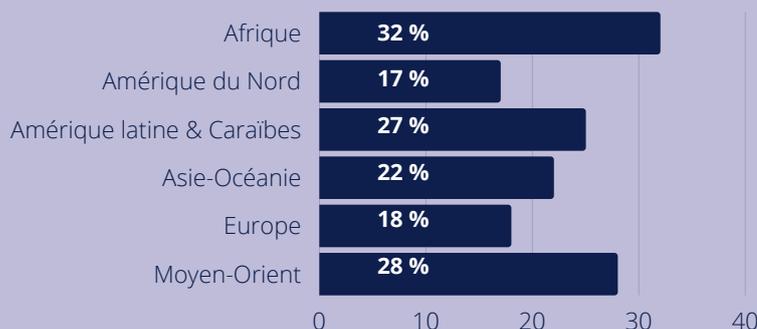
Cette tendance concerne principalement les entreprises locales, mais également les filiales françaises qui représentent plus du tiers des entreprises envisageant de **recruter en 2021**. Cette prédisposition à renforcer les équipes est principalement visible en **Europe** et en **Asie-Océanie** et concerne les entreprises issues des secteurs du commerce et de la distribution, des services et les activités financières.

### ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS À COURT TERME

Parmi les répondants ayant annoncé une rétraction de leurs investissements, beaucoup sont des **entreprises locales**. Elles représentent plus de la moitié des établissements déclarant envisager l'arrêt de leurs investissements. Cette situation peut être la conséquence d'une forte chute de leur CA en 2020, observée pour 56,5 %.

Les entreprises basées en **Afrique** et au **Moyen-Orient** ont été les plus nombreuses à déclarer un arrêt ou une relocalisation de leurs activités.

#### Rétraction des investissements par zone



# DES RÉSULTATS PRÉVISIONNELS FORTEMENT IMPACTÉS PAR LA CRISE

## Difficultés & estimations de reprise

### RÉTRACTION DES MARCHÉS ET BAISSÉ DE LA CONSOMMATION : PRINCIPALES SOURCES D'INQUIÉTUDE

Si la crise actuelle a un impact indéniable sur la vie des entreprises, **les difficultés** qu'elles rencontrent au moment de l'enquête étaient encore **globalement maîtrisables**.

La **rétraction ou la fermeture des marchés** constituait néanmoins la difficulté la plus sensible pour une grande majorité des répondants. S'en suit la **baisse de la demande et du pouvoir d'achat** des consommateurs qui représentent un facteur d'inquiétude pour de nombreuses entreprises.

Malgré le contexte inédit, plus de **70 %** des répondants n'ont **pas de problèmes d'approvisionnement** et ne subissent **pas de hausse immodérée des prix de leurs intrants**. Un tiers des répondants ont cependant été incommodés par les **retards de livraison** de leurs prestataires de transport.

Sur le plan financier en revanche, les préoccupations sont plus grandes en raison de l'augmentation des délais de paiement observée, en provenance de clients privés pour 45 % des sondés et du secteur public pour 38 %. Cela entraîne, pour **40 %** des répondants, **des problèmes de trésorerie** dus à un manque de liquidités.

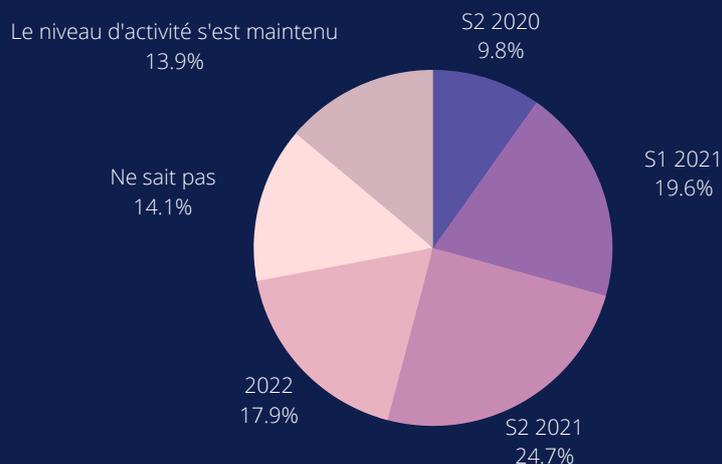
Les entreprises présentes en **Afrique et au Moyen-Orient** sont celles qui semblent être les **plus durement touchées** par les délais de paiement rallongés et les retards dans le financement des projets d'investissement.

1. RISQUE DE RÉTRACTION ET DE FERMETURE DES MARCHÉS
2. BAISSÉ DU POUVOIR D'ACHAT DES CONSOMMATEURS FINAUX
3. BAISSÉ DE LA DEMANDE LIÉE À DES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS

### ESTIMATION DE LA REPRISE : AU MIEUX AU SECOND SEMESTRE 2021

**Moins de 15 %** des répondants **ont pu maintenir leur niveau d'activité**. Le taux est faible et met bien en exergue l'onde de choc subie par tous les opérateurs économiques, quelle que soit la zone géographique. Les répondants issus du Moyen-Orient semblent plus affectés. Seuls 5 % d'entre eux ont conservé une activité "normale".

Bien que 20 % des répondants anticipent une reprise au 1er semestre 2021, pour une grande majorité (43 %) **le "retour à la normale" devrait se profiler entre le second semestre 2021 et 2022**.



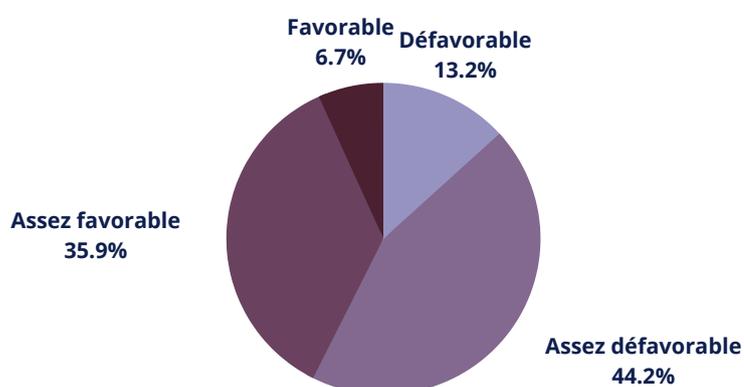
# PERCEPTION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

## Une perception globalement négative

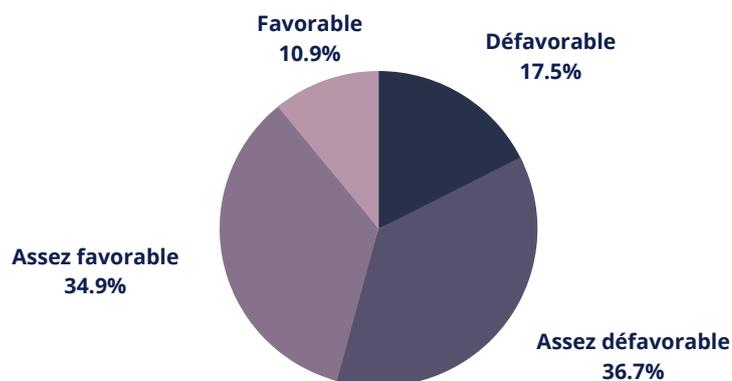
Face aux difficultés et aux incertitudes concernant l'évolution de la pandémie à l'échelle mondiale et ses conséquences économiques, les sondés ont majoritairement **une perception défavorable** de l'environnement des affaires dans leur zone géographique ainsi que dans leur pays d'implantation.

### PERCEPTION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

#### DANS LA ZONE GÉOGRAPHIQUE



#### DANS LE PAYS D'IMPLANTATION



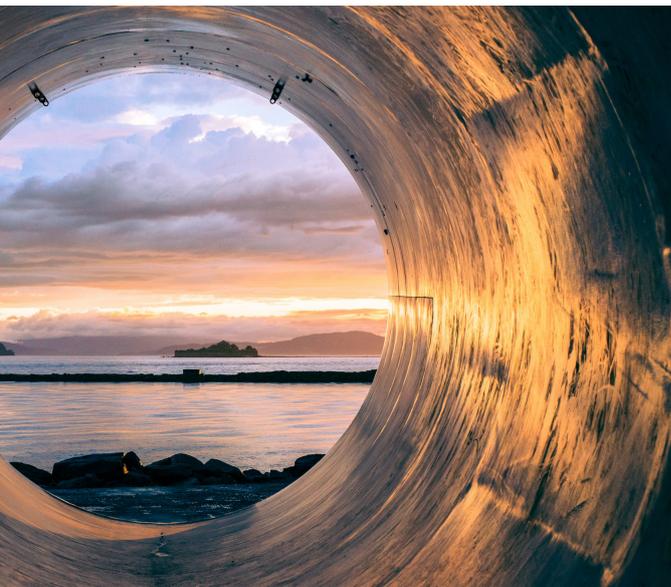
A l'exception de l'Amérique du Nord, où plus de 50 % des répondants estiment que l'environnement des affaires dans leur zone leur est globalement favorable, **l'ensemble des entreprises reste insatisfait et inquiet face à la situation actuelle**, en particulier en Amérique latine et au Moyen-Orient.

Cette perception négative peut s'expliquer par plusieurs facteurs : le manque d'aides en faveur des entreprises pour affronter la crise du coronavirus ou encore l'absence ou le manque de communication autour des dispositifs de soutien proposés par les pouvoirs publics.

# LES DISPOSITIFS DE SOUTIEN PROPOSÉS AUX ENTREPRISES

Mesures prises à travers le monde

## REPORT OU ÉTALEMENT DES CHARGES SOCIALES ET DES ÉCHÉANCES FISCALES



### UN SOUTIEN GLOBAL

Face aux conséquences économiques de la pandémie, **la plupart des gouvernements ont déployé de nombreuses mesures** afin de soutenir leurs entreprises.

Bien que les actions menées soient diverses et adaptées aux difficultés spécifiques à chaque pays, les réponses apportées par les sondés montrent qu'un grand nombre d'États a essentiellement proposé aux entreprises le report ou l'étalement des charges sociales et des échéances fiscales.

### FOCUS SUR LES DISPOSITIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

- En **Amérique latine & Caraïbes**, de nombreux pays ont mis en place des aides financières en faveur des populations les plus défavorisées.
- En **Amérique du Nord**, l'octroi de subventions non remboursables a été proposé aux entreprises (États-Unis et Canada).
- Le chômage partiel représente la mesure la plus adoptée par les pays **européens** dans 72 % des cas.
- Les États du **Moyen-Orient** ont majoritairement proposé le report d'échéances de crédits bancaires et le report des paiements des loyers et autres charges locatives.
- Les entreprises basées en **Afrique** n'ont, en majorité, bénéficié d'aucune mesure spécifique, les aides des pouvoirs publics ayant été selon les répondants quasiment inexistantes.

### POINT D'ALERTE - UNE INFORMATION DÉFAILLANTE

**20 %**

NE CONNAISSENT PAS LES  
MESURES DE LEUR PAYS  
D'IMPLANTATION

Près de 20 % des sondés - toutes zones confondues - déclarent ne pas être informés des mesures proposées par les autorités de leur pays d'implantation.

De même, une importante majorité annonce n'avoir eu recours à aucune des aides proposées dans le pays où ils sont présents.

Enfin, les sondés déclarent globalement ne pas savoir si les mesures proposées sont accessibles aux filiales locales d'entreprises étrangères.

# PERCEPTION DE LA FRANCE

## Bonnes pratiques et critères d'attractivité



### LA FRANCE FAIT FIGURE D'EXEMPLE

Bien que de nombreuses bonnes pratiques soient partagées par les répondants, il est important de souligner que plus de la moitié des personnes ayant répondu à cette question déclarent qu'**aucun dispositif n'est à dupliquer en France**, pour la simple raison qu'**ils existent déjà**.

La France fait donc figure d'exemple en termes de mesures mises en place par le gouvernement afin de garder le cap sur le plan économique.

*"La France est bien mieux pourvue en matière d'aides diverses et variées."*

*"La France a pris toutes les dispositions, c'est un exemple."*

Certains sondés indiquent que leur pays d'implantation s'est inspiré des mesures mises en place par la France.

### PERCEPTION DE LA FRANCE DANS LE MONDE



**2,71**

note moyenne  
sur 4 points

### UNE IMAGE GLOBALEMENT POSITIVE DE LA FRANCE

Les messages portés par le gouvernement en faveur d'une relance tournée vers les secteurs d'avenir (hydrogène, cybersécurité, cloud, santé, digitale...) semblent avoir été entendus à l'échelle internationale : près de 54 % des sondés estiment que **l'économie française** est **tournée vers l'avenir**. La France a également réussi à capitaliser sur ses points forts en période de crise. La **qualification de la main d'œuvre française** (moyenne de 3,4) et les capacités du pays en matière d'**innovation et de recherche** (moyenne de 2,89) arrivent en tête des critères les mieux notés.

Cependant, et malgré une gestion de crise jugée réussie, **l'ensemble des répondants reste partagé** sur la stabilité économique du pays (moyenne de 2,54), sa capacité à offrir un cadre incitatif pour les investisseurs étrangers (2,43) et surtout sur son climat des affaires, qui recueille la moins bonne moyenne (2,3).

La France doit encore convaincre et rassurer les investisseurs étrangers.

# PERCEPTION DE LA REPRISE D'ACTIVITÉ À L'ÉCHELLE MONDIALE

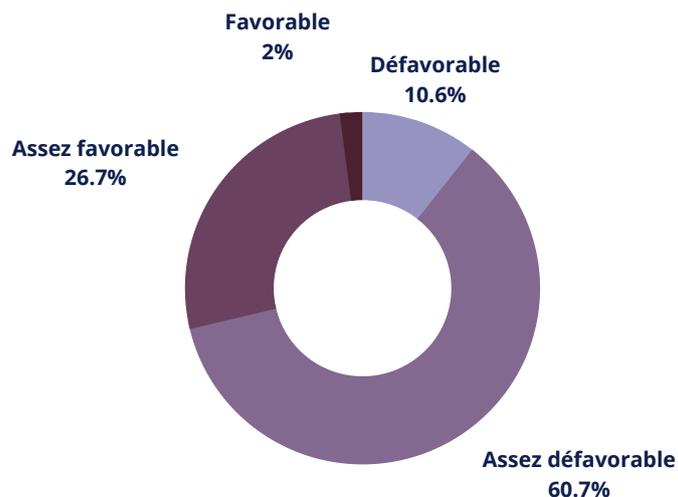
## Profondes incertitudes

### PERCEPTION DE LA REPRISE D'ACTIVITÉ

Interrogés sur la reprise de l'activité à l'échelle mondiale, **60 %** des répondants ont une **perception assez défavorable** de leur environnement des affaires. Cet avis semble partagé toutes zones et secteurs confondus.

Alors que les chiffres pour la période 2020 – 2021 ne sont plus aussi alarmants que prévus[1], **la perception générale du climat des affaires est marquée par les profondes incertitudes** qui entourent la crise épidémique et ses ramifications pour le commerce mondial.

[1] Selon les prévisions de l'OMC, l'impact de la crise sur le commerce mondial sera finalement moins important qu'attendu (chute de 9,2 % au lieu de 12,9 %, comme prévu en avril).



**60 %**  
ONT UNE PERCEPTION ASSEZ DÉFAVORABLE DE L'AVENIR



## CONTACTS PRESSE

### CCI FRANCE INTERNATIONAL

**Anicia OESER**

+33 (0)6 02 02 76 15

[aoeser@ccifrance-international.org](mailto:aoeser@ccifrance-international.org)

### CONSEILLERS DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

**Haize ETCHAMENDY**

+33 (0)7 85 03 85 43

[hetchamendy@cnccef.org](mailto:hetchamendy@cnccef.org)